

Des missionnaires aux mercenaires

PAR JEAN-MICHEL QUATREPOINT *

QUEL FIL peut bien relier les ministres ou anciens ministres Emmanuel Macron, Fleur Pellerin et Najat Vallaud-Belkacem, la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse, les journalistes Jean-Marie Colombani et Christine Ockrent, l'homme d'affaires Alain Minc, le banquier Matthieu Pigasse (l'un des propriétaires du Monde SA) ou encore l'ancien premier ministre Alain Juppé ? Tous ont effectué un passage par la French-American Foundation dans le cadre de son programme « Young Leaders ». Tout comme cinq cents autres personnalités françaises, parmi lesquelles le président François Hollande lui-même.

Depuis 1981, cette fondation privée organise des séminaires de deux ans où une douzaine de jeunes Français côtoient les élites américaines de la même classe d'âge. Officiellement, l'objectif est de favoriser le dialogue franco-américain. En réalité, il s'agit de bien faire comprendre aux futurs décideurs français – entrepreneurs, responsables politiques, journalistes – les bienfaits de la mondialisation à l'anglo-saxonne. Certes, on constatera ultérieurement que, ici ou là, l'opération de séduction a échoué (avec M. Nicolas Dupont-Aignan, par exemple). Mais, dans l'ensemble, ces jeunes gens effectueront une brillante carrière au sein des structures de pouvoir et dans les affaires. Des personnalités qui ne feront pas dans l'antiaméricanisme...

Ce programme est révélateur de la stratégie d'influence des États-Unis. Celle-ci s'exerce de manière encore plus spectaculaire à travers le pantouflage des élites, notamment européennes, dans de grandes entreprises américaines. Dernier exemple en date – ô combien symbolique : la décision de M. José Manuel Barroso de rejoindre la banque Goldman Sachs. L'ancien président de la Commission européenne va mettre son expérience et son carnet d'adresses – où figurent notamment tous les dirigeants politiques de l'Union – au service de ce prestigieux établissement... qui a participé au maquillage des comptes de la Grèce pour lui faire intégrer l'euro.

M. Barroso n'est pas le seul commissaire à se reconverter dans des fonctions lucratives : ce fut le cas récemment de M^{me} Neelie Kroes (Bank of America) et de M. Karel De Gucht, négociateur et thuriféraire du grand marché transatlantique (CVC Partners). M. Mario Draghi est, quant à lui, directement passé de Goldman Sachs à la présidence de la Banque d'Italie, puis à celle de la Banque centrale européenne (BCE) (1).

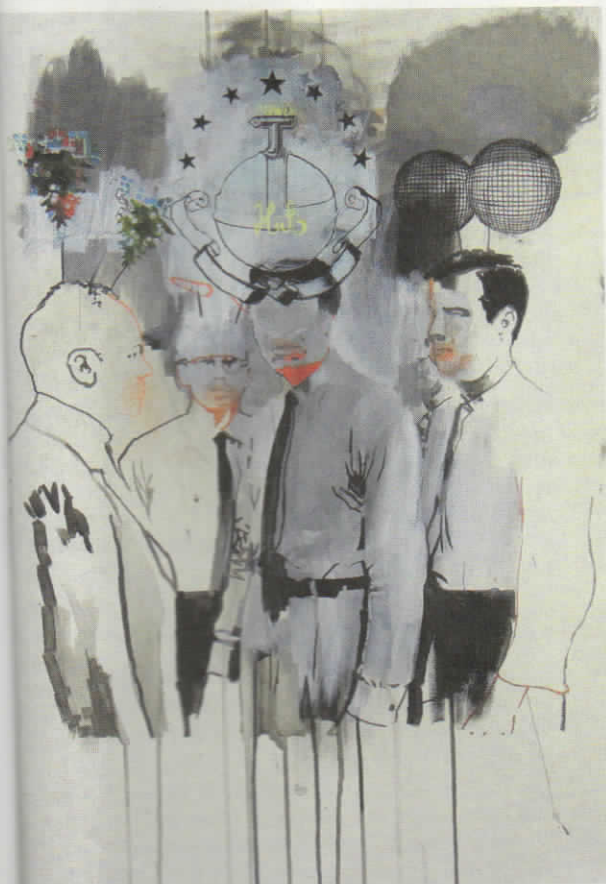
Ces allers-retours entre public et privé relèvent de pratiques courantes aux États-Unis. Sous la présidence de M. William Clinton, les instigateurs de l'abrogation – réclamée par Wall Street – du Glass-Steagall Act de 1933, qui séparait banques de dépôt et banques d'affaires, se sont facilement reconvertis dans de grands établissements financiers. Le *big business* sait récompenser ceux qui l'ont bien servi. À la tête de la Réserve fédérale (FED) de 2006 à 2014, M. Ben Bernanke a favorisé la création monétaire au profit des acteurs financiers en déversant 8 000 milliards de dollars dans l'économie au nom du sauvetage des banques. En 2015, il a intégré Citadel, l'un des principaux fonds d'investissement du pays. La même année, M. Timothy Geithner, l'un des protégés de M. Clinton, ancien secrétaire au Trésor de M. Barack Obama, a rejoint Warburg Pincus, un grand fonds d'investissement.

Le monde des affaires sait aussi miser sur ceux qui, demain, pourront faire prévaloir ses intérêts, lui ouvrir les portes des administrations, relayer son discours. Aux États-Unis, bien sûr, mais aussi dans le reste du monde. Cette stratégie permet de rendre désuet le recours aux pots-de-vin et autres enveloppes. Plus besoin de corrompre ! Fini aussi le chantage direct, les menaces, pour obtenir un marché ou des renseignements. On fait désormais dans le *soft power*, le lobbying.

Le coup d'envoi en France de cette stratégie de l'influence, que d'aucuns pourraient qualifier de trafic d'influence, a été donné en 1986 lorsque Simon Nora, figure tutélaire et emblématique de la haute administration, a intégré à 65 ans la banque d'affaires Shearson Lehman Brothers, devenue par la suite Lehman Brothers. Au cours de la décennie 1990, la mondialisation a accéléré le pantouflage. Désormais, les grands établissements financiers américains, qui veulent pénétrer le marché français et européen, font leurs emplettes au sein de l'élite hexagonale. Toute une génération d'énarques et d'inspecteurs des finances approche de l'âge de la retraite. Leur salaire en tant que hauts fonctionnaires, dirigeants de banques hier nationalisées ou de grandes entreprises, pour être correct, n'avait cependant rien à voir avec ceux pratiqués outre-Atlantique. Banques et fonds d'investissement leur font miroiter la perspective de gagner en quelques années autant que durant toute leur carrière passée. Tentant ! D'autant qu'ils éprouvent le sentiment d'aller dans le sens de l'histoire

AURELIE-PIAU/BLOGSPOTTR

* Journaliste ; auteur notamment d'*Alstom, scandale d'État*, Fayard, Paris, 2015.



AURÉLIE PIAU. - « Le Sacré Pouvoir d'H A », 2011

C'est ainsi qu'en 1989 Jacques Mayoux, père de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) lorsqu'il était fonctionnaire, président de la Société générale, est devenu le représentant de Goldman Sachs à Paris. Il a été suivi de beaucoup d'autres. À commencer par M. Philippe Lagayette, ancien directeur de cabinet de M. Jacques Delors lorsqu'il était ministre de l'économie, des finances et du budget, ancien directeur général de la Caisse des dépôts, qui rejoignit JP Morgan en 1998. Les énarques dits « de gauche » ne sont pas les derniers à succomber aux sirènes de ce capitalisme de connivence. Ces personnalités sont choisies et touchent de confortables honoraires pour ouvrir les portes et pour faciliter les fusions et les rachats d'entreprises françaises que lanceront les banques.

AU FIL DES ANS, des centaines de sociétés sont passées de main en main par le biais d'achats à effet de levier (*leverage buy-out* ou LBO). Chaque fois, les banques d'affaires touchent une commission, leurs dirigeants français ayant bien mérité leurs émoluments. Peu importe, finalement, que la France se désindustrialise, que les salariés soient licenciés pour accroître le rendement du capital, que les déficits commerciaux se creusent. L'essentiel n'est-il pas de saisir la vague de cette finance triomphante ? Hier, ou plutôt avant-hier, les fonctionnaires issus des grands corps de l'État – s'ils pantouflaient déjà – s'estimaient investis d'une mission : ils servaient la nation. À partir des années 1990, les mentalités changent. La mondialisation a transformé les missionnaires en mercenaires. Le capitalisme débridé a remplacé le capitalisme d'État.

Ce mouvement s'est amplifié au fil des ans. En 2004, M. Charles de Croisset, ancien président du Crédit commercial de France (CCF), a marché dans les traces de Mayoux en devenant conseiller international chez Goldman Sachs et vice-président de

Goldman Sachs Europe. Les branches françaises des cinq grandes banques d'investissement américaines sont toutes dirigées par un énarque (2). M. Jean-François Cirelli, ex-dirigeant de Gaz de France et d'Engie, ancien membre du cabinet du président Jacques Chirac, vient de rejoindre la filiale pour la France et le Benelux de BlackRock. Peu connu du grand public, ce fonds est le premier gestionnaire d'actifs du monde (5 000 milliards de dollars).

Tout aussi symbolique est le parcours de M^{me} Clara Gaymard. Cette énarque, épouse de M. Hervé Gaymard, ministre de M. Chirac, avait été nommée en 2003 déléguée aux investissements internationaux. De quoi étoffer son carnet d'adresses, l'un des plus fournis de l'énararchie. En 2006, General Electric (GE) lui proposa de prendre la tête de son antenne France, puis la vice-présidence de GE International, l'entité chargée des grands comptes et des relations avec le gouvernement. Elle a servi d'intermédiaire lors du rachat par GE de la division énergie d'Alstom, au printemps 2014. Une fois l'opération achevée, le président du groupe, M. Jeffrey R. Immelt, s'est séparé d'elle brusquement, mais, soyons-en sûrs, avec de bonnes compensations. Pendant dix ans, M^{me} Gaymard a été l'un des relais essentiels de l'influence américaine en France : membre de la Trilatérale (3), présidente de la Chambre américaine de commerce, membre du conseil d'administration de la French-American Foundation.

Proposer de belles fins de carrière aux seniors, miser sur quelques personnages-clés dans le Tout-Paris médiatico-politique, investir dans de jeunes cadres prometteurs : tels sont les axes de ce *soft power* qui s'exerce aux quatre coins de la planète. Cet investissement dans la jeunesse se retrouve dans le cas d'Alstom : à la demande du gouvernement français, GE a promis de créer 1 000 emplois nets en France sur trois ans. Mais le groupe s'est au passage engagé à recruter 240 jeunes de haut niveau à la sortie des grandes écoles pour ses « programmes de leadership ». Ces derniers se verront proposer une carrière accélérée chez GE, aux États-Unis et dans le reste du monde. Une opération fort habile de captation des cerveaux ; une manière aussi de vider un peu plus la France de ses forces vives.

Car l'expatriation des capitaux s'accompagne désormais d'un exode des jeunes diplômés vers les États-Unis, mais aussi vers Londres, Singapour ou ailleurs. Ce sont bien souvent les enfants de cette nouvelle caste de managers mercenaires, les relations des parents aidant à leur trouver des postes intéressants dans les multinationales. Dans ce monde globalisé, les élites françaises ont adopté les mêmes comportements et les mêmes ambitions que leurs homologues américaines.

(1) Lire Vicky Cann, « De si confortables pantoufles bruxelloises », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015.

(2) Cf. Jean-Pierre Robin, « Créer son fonds d'investissement, ainsi font font font les petites marionnettes », *Le Figaro*, Paris, 17 octobre 2016.

(3) Créée en 1973 par M. David Rockefeller, la Commission trilatérale a pour but de resserrer les liens entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Lire Diana Johnstone, « Une stratégie "trilatérale" », *Le Monde diplomatique*, novembre 1976.